

FOND NATIONAL
CLIMAT
MALI



MINISTRE DE
L'ENVIRONNEMENT DE
L'ASSINISSEMENT ET
DU DEVELOPPEMENT
DURABLE



Programme
Alimentaire
Mondial

Titre du Programme : Amélioration de la résilience des écosystèmes et des communautés dans les zones d'extrême vulnérabilité écologique et socioéconomique dans la région de Ségou

Zones d'intervention : Cercles de San, Tominian et Barouéli

Domaine prioritaire du Plan Stratégique : Eau, intensification de l'Agriculture, l'Élevage et la Pisciculture, l'Énergie et la foresterie

Produits du Plan Stratégique du Fonds climat :

Produit 1.2. Plan d'action annuel de sensibilisation /information CC mis en place touchant différents acteurs des secteurs/régions

Produit 2.1. Promotion des points d'eau modernes pour l'accès à l'eau potable

Produit 2.2. Promotion de plan d'eau de surface et d'ouvrage de captage d'eau de surface

Produit 2.3. Aménagement des points d'eau potable adapté au cheptel et à la production piscicole

Produit 3.1. Restauration des terres dégradées

Produit 3.2. Mise à disposition des semences améliorées

Produit 3.3. Aménagement des pâturages et des parcours pastoraux

Produit 3.4. Accroissement durable de la production piscicole

Produit 4.1. Développement, au bénéfice des femmes, d'activités de valorisation de certains produits ligneux et de la filière boisement

Produit 4.2. Diversification des activités génératrices de revenus dans les communautés vulnérables

Produit Attendu 4.3 : Formation des groupements engagés dans les AGR à créer des micro-entreprises

Produit Attendu 4.4 : Soutien aux activités de conservation, transformation et de Commercialisation des produits de la pêche, de l'élevage, de l'agriculture et des forêts

Nom du Soumissionnaire : Programme Alimentaire Mondiale (PAM)

Signature (Fonds Climat):

Date/Mois/Année

Signature (Soumissionnaire) :

Date/Mois/Année

Période du programme :	2021-2024	Ressources totales requises :	
Numéro du Programme :	XXXXXX	Ressources totales allouées :	
X		• Fonds Climat Mali	455 252 900 F CFA
Date de démarrage :	1 ^{er} Février 2021	• Autres :	791 744 USD
Date de fin :	31 Janvier 2024		

03 FEB 2021

Description sommaire

La zone du projet est caractérisée par un niveau élevé de dégradation des écosystèmes, de vulnérabilité des communautés liée à l'inadéquation des systèmes de production avec la variabilité et les changements climatiques. Par ailleurs, la dépendance des communautés sur l'agriculture et la faible diversification des activités génératrices de revenu (AGR) impacte négativement les capacités de ces communautés à faire face aux défis imposés par les changements climatiques.

A travers la présente proposition, les ressources en eau seront mobilisées et utilisées judicieusement pour soutenir la productivité des systèmes de production agricole, pastorale et piscicole. Les activités de restauration des terres dégradées serviront à réduire l'érosion, et améliorer la fertilité des sols. La promotion des semences résilientes combinée à l'accès aux informations climatiques permettra de mieux gérer les calendriers agricoles, d'augmenter la productivité agricole. Pour améliorer le revenu des bénéficiaires et leurs conditions de vie, des AGR ainsi que le développement d'activités innovantes de valorisation et conservation des produits de la pêche, de l'élevage, de l'agriculture et des forêts au sein des communautés et spécifiquement au bénéfice des femmes seront promues. Enfin, pour une réussite du projet, des actions de renforcement de capacités des acteurs seront réalisées. Le montant sollicité auprès du Fonds Climat est de \$ 791 744.

Organisations / institutions participantes

Nom de l'Organisation/Institution	Personne Contact et Adresse
ONG CAEB	Gahoussou TRAORE, Bacodjicoroni ACI, Rue 718, Porte 840, BPE 2310, Tél : 79 13 01 53, E-mail : caeb_ong@hotmail.com / gahoussoutraore@caebmali.org
ONG AMEDD	Bougouna SOGOBA, Darsalam II, route de Ségou, Koutiala, BP 212, Tél : 21 64 09 62 / 76 06 56 06, E-mail : accueil@ameddmali.org / bougouna.sogoba@ameddmali.org / oumar.samake@ameddmali.org

Bamako, 29/01/2021

À : **Madame DIARRA Lala CAMARA**, Coordinatrice du *Secrétariat Technique Fonds Climat Mali*,
Bamako, Quartier du Fleuve

Madame,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous proposer nos services, à titre de soumissionnaire, pour le **projet d'amélioration de la résilience des écosystèmes et des communautés dans les zones d'extrême vulnérabilité écologique et socioéconomique dans la région de Ségou** conformément à votre appel à propositions en date du **1^{er} octobre 2018**.

Nous vous soumettons par les présentes notre Proposition, qui comprend :
La présentation de notre Institution/Organisation

- La présentation du Programme
- Et les diverses annexes du Programme

Tout en espérant une suite positive à notre proposition, veuillez agréer, Madame, l'assurance de notre considération distinguée.



Signature du représentant habilité : 

Nom et titre du signataire : Sally HAYDOCK, Directrice et Représentante PAM, Mali

Nom du soumissionnaire : Programme Alimentaire Mondial

Adresse : Badalabougou Est, BP 120 Bamako, Mali, Tél : +223 2079 20 45, Fax : 20 22 68 65, E-mail : wfp.bamako@wfp.org

Signatures des organisations et institutions participantes (y mettre cachet)

Association Malienne d'Éveil au Développement Durable (AMEDD) Accord cadre n° 0210/001072	M. Bougouna SOGOBA, Directeur Général  
Conseils et Appui pour l'Éducation à la Base (CAEB) Bacodjicoroni ACI, Rue 718, Porte 840, BPE 2310, Tél : 79 13 01 53, E-mail : caeb_ong@hotmail.com	M. Gahoussou TRAORE, Directeur Exécutif

PRÉSENTATION DE L'ORGANISATION/INSTITUTION SOUMISSIONNAIRE (1 page)

Nom de l'Institution/organisation

Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Nom, titre et Adresse de la Personne

Sally HAYDOCK, Représentante Résidente du PAM au Mali

Brève présentation de l'institution /organisation

- Date de création: 1962
- Domaines d'intervention/types de prestations : Appui aux Petits Producteurs pour l'Accès aux Marchés/Chaînes de valeur (Ex P4P), Assistance Alimentaire pour la création d'Actifs (Programme de Résilience), Alimentation scolaire (repas scolaires), Opérations (assistance saisonnière en vivres et en cash), Nutrition (amélioration de la nutrition),
- Projets et programmes réalisés en lien avec les Domaines prioritaires ciblés : Appui aux petits producteurs pour l'accès au marché/chaînes de valeur ; Assistance Alimentaire pour la création d'Actifs (Programme de Résilience)
- Organisation et équipes

Le projet sera géré par la section « Appui aux petits producteurs pour l'accès aux marchés/Chaînes de valeur) du PAM en collaboration avec les deux ONG nationales partenaires. Le responsable de la section « Appui aux petits producteurs » sera en charge de la coordination du projet au niveau du PAM.

Un point focal sera désigné au niveau de chacune des ONG partenaires de mise en œuvre sur le terrain. Le point focal sera le tremplin entre l'équipe terrain et le PAM, il est chargé de finaliser les rapports et de les envoyer au PAM. Les points focaux seront sous la responsabilité des Directeurs des ONG partenaires et leur rendront compte. Cependant, ils travailleront directement avec la section « Appui aux petits producteurs » du PAM en ce qui concerne les aspects techniques.

Chaque ONG partenaire de mise en œuvre aura un Chargé de projet. Les agents de développement communautaires s'occuperont des activités à la base pour un encadrement de proximité des bénéficiaires. Les agents et les superviseurs seront sous la responsabilité des ONG partenaires. Les ONG partenaires, à travers leur Directeur, rendront compte de la mise en œuvre des activités et des résultats obtenus au PAM qui à son tour va rendre compte au secrétariat technique du Fonds Climat.

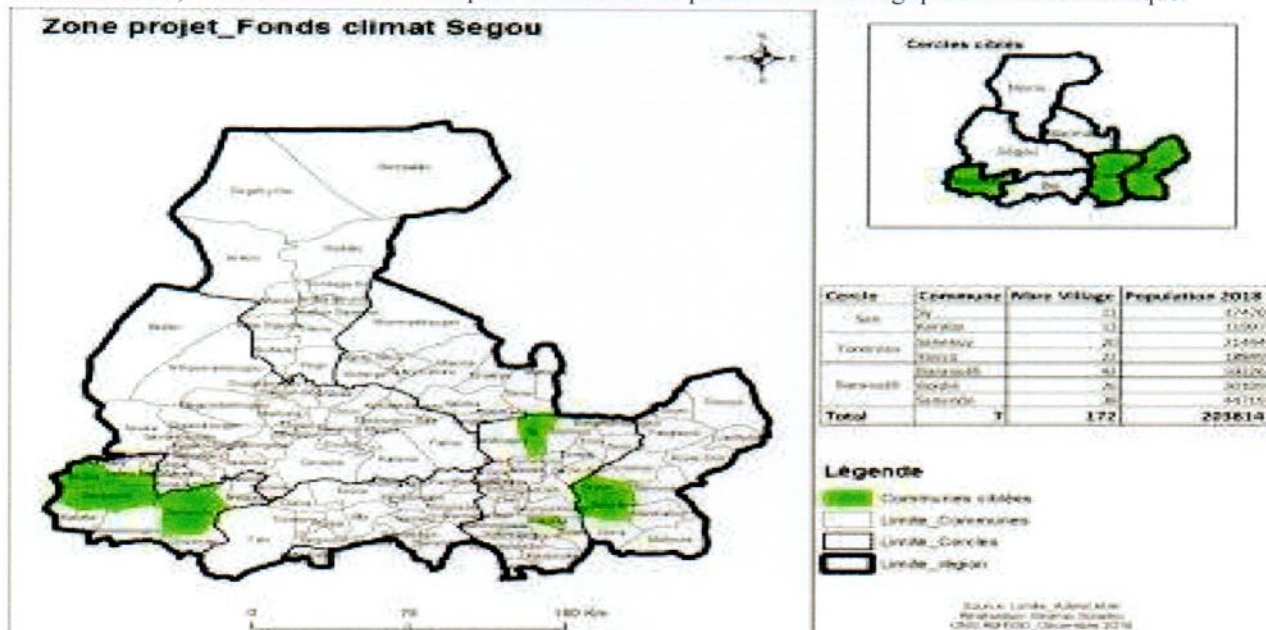
Voir en annexe, la présentation des ONG partenaires.

PRÉSENTATION DU PROGRAMME

1. Analyse de la situation :

1.1. Zone d'intervention

Le projet « Amélioration de la résilience des écosystèmes et des communautés dans les zones d'extrême vulnérabilité écologique et socioéconomique au Mali » cible la région de Ségou. Dans cette région, le projet interviendra dans 7 communes dont 5 à Tominian (Sanekuy, Yasso), 2 à San (Sy et Karaba, Somo, Kassorola et Souroutouna). Ces communes sont les plus vulnérables du point de vue écologique et socioéconomique.



Les cercles de San et de Tominian font partie de la zone exondée de la région de Ségou. Ils reçoivent entre 650 et 800 mm de pluies par an. Cette position exclut ces cercles de l'impressionnant potentiel hydro agricole de l'office du Niger, les rendant ainsi plus exposés et vulnérables face aux aléas climatiques et de sécurité alimentaire. Cette précarité a incité les populations de San et Tominian à développer une stratégie de migration qui pousse les jeunes filles et garçons à l'exode. Ces mouvements migratoires ont une influence négative sur les performances des systèmes de production agricole parce que les bras valides ne sont pas toujours présents au bon moment. Or il est de notoriété publique que les deux activités principales de ces localités sont l'agriculture et l'élevage.

Avec la décentralisation, les collectivités tentent de faire face aux besoins énormes d'amélioration des conditions cadres locales avec des investissements ciblés. Le Conseil de cercle de San a adopté une politique de promotion des filières qui va toucher les enjeux suivants (C. C. San, 2013) :

- La diversification des productions agro-sylvopastorales
- L'accroissement des revenus des populations
- La sécurité alimentaire

A Tominian, un examen des plans de sécurité alimentaire des communes élaborés avec l'appui de l'USAID à travers le PROMISAM indique clairement que cette localité est confrontée aux défis suivants :

- Une pauvreté chronique des sols
- Le manque d'aménagement des rares bas-fonds existants

Au final, il ressort clairement que ces enjeux sont en droite ligne avec les objectifs du présent projet. Les communes ciblées dans ces deux cercles font partie des plus pauvres selon l'indice de pauvreté communale (PNUD, 2006) et les résultats des enquêtes menées sur le terrain par les ONG AMEDD et CAEB en août 2018.

Depuis plusieurs décennies l'environnement de la zone cible du projet est en perpétuelle dégradation sous le poids des aléas climatiques, de la pression humaine, des phénomènes migratoires, l'extension des champs de culture et une dispersion de l'habitat rural en hameaux de culture. Ces différents facteurs ont contribué à la réduction des terres de culture, des espaces de pâturage, à l'appauvrissement des sols, le dessèchement précoce et la disparition de certains points d'eau notamment les mares et marigots, entraînant ainsi la diminution du couvert végétal et de la productivité agricole.

1.2. Problèmes à résoudre et défis à relever :

Les problèmes spécifiques relevés dans la zone d'intervention du projet sont :

- Une période de soudure sévère s'impose à plus de 2/3 des exploitations familiales à cause de l'insuffisance de la production qui s'explique par la méconnaissance des techniques et pratiques résilientes de production agricole (faible niveau d'utilisation des semences améliorées adaptées, des techniques de conservation et restauration des sols, et d'utilisation des informations agro météorologiques etc.).
- Un appauvrissement considérable des ménages ruraux causé par la faible diversification des activités génératrices de revenus ;
- Une qualité nutritionnelle chroniquement médiocre causée par un manque de diversification de la production d'aliments nécessaire à l'équilibre nutritionnel des enfants et des femmes ;
- Une absence d'infrastructure, de mécanisme de captage et de gestion des eaux de surface ; pour l'intensification de l'agriculture, l'élevage et la pisciculture ;
- Des difficultés de production de compost à grande échelle, et d'accès aux engrais organiques industriels ;
- Une forte dégradation des terres et des ressources forestières ;
- Faible capacité de valorisation des productions pour augmenter substantiellement les revenus des communautés

Les principaux défis à relever sont entre autres :

Le changement de comportement et des mentalités des populations vis-à-vis de leur environnement : les populations de façon générale et plus spécifiquement les producteurs des localités ciblées pensent que les effets visibles des changements climatiques (pauvreté des sols, rareté des pluies, inondations, mauvaises récoltes, diminution du couvert végétal, forte chaleur etc.) sont des phénomènes divins. Les technologies d'adaptation des systèmes de production à la variabilité et aux changements climatiques existent mais sont peu adoptées par les communautés pour améliorer leur résilience. Un défi, non moins important, est la prise en compte des avantages économiques des actions d'adaptation et d'atténuation en plus des aspects sociaux et environnementaux.

1.3. Interventions en cours/prévues

Dans le cercle de Tominian, la croix rouge Malienne exécute le projet de sécurité alimentaire à travers l'introduction des variétés améliorées de semences. L'ONG World vision met en œuvre un projet de réalisation des infrastructures hydro agricoles. Aussi, l'ONG AMEDD met-elle actuellement en œuvre les projets « Savoirs paysans » et Adaptation des systèmes de production aux changements climatiques en partenariat avec la fondation McNight et HELVETAS Swiss Intercooperation.

Dans le cercle de San , la coopération luxembourgeoise (Lux développement) en partenariat avec les ONG GERES, AMEDD et Mali folk-center appuient l'intensification de la production du riz dans les plaines de San sud dans le cadre des projets MLI21 et MLI23. Aussi l'ONG AMAPROS intervient-elle dans le cercle sur un projet de sécurité alimentaire et changement climatique. Enfin, le cercle de San est concerné par le projet Adaptation des systèmes de production aux changements climatiques initié par HELVETAS et l'ONG AMEDD pour une durée de 3 ans.

D'autres projets du PAM avec lesquels une complémentarité et synergie seront développées. Il s'agit des projets : (i) projet de gestion des pertes post-récolte, (ii) appui aux chaînes de valeur. Également, le PAM, en partenariat avec d'autres agences sœurs, prévoit la mise en œuvre d'un programme de résilience communautaire à partir de 2018 dans la zone de San et Tominian.

Les ressources des projets , dans lesquels PAM, AMEDD et CAEB mettent en œuvre et/ou sont impliqués, seront mises en contribution dans l'exécution du présent projet soumis au Fonds Climat. Des synergies seront développées avec les autres projets en cours d'exécution dans la zone d'intervention du projet.

1.4. Valeur ajoutée de la proposition :

La présente proposition de projet est innovante par son aspect holistique et l'approche intégrée des activités (intégration de l'agriculture, de l'élevage, de la pisciculture, de l'agroforesterie) afin d'optimiser l'utilisation des ressources et accroître la production et la productivité.

L'application des technologies modernes de production maraichère et de conservation des produits à travers les systèmes d'exhaure solaire, les cases de conservation type Ouahigouya, les Sacs PICS, les Tanks et cuves permettra d'accroître la production, réduire les pertes post récolte et améliorer le revenu des producteurs. Les bénéficiaires seront organisés pour assurer un approvisionnement efficace et efficient en intrants et équipements et l'accès durable aux marchés.

Les femmes et les jeunes seront appuyés dans la mise en place et la gestion des AGR dont les revenus les permettront de faire face aux besoins des ménages, mais plus spécifiquement ceux liés à l'éducation et la santé des enfants. Par ailleurs l'application de l'approche chaîne de valeur ajoutée permettra de prendre en compte tous les acteurs (des fournisseurs d'intrants aux consommateurs finaux en passant par les producteurs, les transformateurs, les commerçants ainsi que les supporteurs de la chaîne comme les institutions financières et les services techniques).

Tous ces acteurs seront mis en relation afin de maximiser les profits de tous les bénéficiaires, améliorer leur revenu et leurs conditions de vie et minimiser les impacts de leurs activités sur l'environnement.

2. Modèle logique et cadre de résultats du programme

2.1. Objectifs et résultats attendus

Objectif global : Contribuer à l'amélioration et à la diversification des revenus des communautés vulnérables des cercles de Barouéli, Tominian et San à travers un accroissement durable de la production agricole, animale, piscicole grâce à une disponibilité accrue de l'eau, la restauration des terres dégradées et l'approvisionnement régulier en intrants productifs.

Objectif spécifique 1: Améliorer la compréhension de la vulnérabilité climatique et des changements climatiques ainsi que la capacité de gestion des risques des acteurs institutionnels, de la société civile, de la recherche et du secteur privé afin de mieux gérer les impacts

Résultats attendus:

- 07 ateliers communaux d'information et de mobilisation des acteurs organisés
- 24 activités événementielles- mass-média de sensibilisation sont organisées dans les 07 communes
- Au moins 15 000 personnes sont informées et sensibilisées sur les effets du changement climatique et le lien avec leur comportement et s'engagent à entreprendre les actions pour les atténuer

Objectif spécifique 2: Faciliter l'accès aux technologies résilientes et durables de mobilisation, valorisation et protection des ressources en eau pour soutenir la productivité des systèmes de production et créer les opportunités de diversification des moyens d'existence

Résultats attendus:

- 03 infrastructures modernes de stockage d'eau sont réhabilitées
- 04 mares sont surcreusées et aménagées
- 14 étangs piscicoles réalisés
- 20 abreuvoirs pour le cheptel réalisés
- 03 bas-fonds qui constituent des zones d'épandage des eaux de ruissellement sont aménagés pour la pisciculture, l'agriculture et le cheptel

Objectif spécifique 3 : Appuyer l'adoption de pratiques et technologies agropastorales et piscicole résilientes afin de réduire la vulnérabilité des systèmes de production face aux changements climatiques et à la variabilité climatique.

Résultats attendus:

- 5000 producteurs (dont 2000 femmes) sont formés sur les pratiques et technologies agropastorales et piscicoles résilientes
- 2500 ha de terre sont restaurés (DRS/CES) dont 30% pour les femmes
- Au moins 20 000 producteurs dont 30% de femmes ont accès aux semences améliorées
- 20000 tonnes de compost sont produites et utilisées
- 200 tonnes de fumure organique industrielle sont fournies aux producteurs
- 40 000 arbres à utilité multiple sont plantés et entretenus
- 140 producteurs semenciers sont formés sur les techniques de multiplication de semence
- 04 étangs piscicoles sont aménagés et empoissonnés pour la pisciculture

Objectif spécifique 4 : Aider les ménages vulnérables dans la diversification des ressources alimentaires et des sources de revenus pour renforcer leur résilience socioéconomique et permettre un développement local inclusif

Résultats attendus:

- 2100 arbres à utilité multiple (baobab maraîcher, moringa) sont plantés et entretenus
- Au moins 700 femmes rurales bénéficient d'activités génératrices de revenu (AGR) (maraichage embouche ovine, aviculture, élevage de caprins et de cochons, transformation)
- Au moins 15 micros -entreprises de femmes et de jeunes sont financées sur la base d'un fonds compétitif de financement d'initiatives innovantes
- 03 Périmètres maraichers sont clôturés et équipés en moyen d'exhaure moderne (forages équipés en système solaire et château d'eau)
- 03 cases de conservation de produits maraichers sont construites selon le modèle d'Ouahigouya avec un taux de perte du poids du produit d'environ 2%.
- 20 000 sacs PICS sont utilisés par les agriculteurs pour réduire les pertes post récoltes et l'accès au marché.

2.2. Produits et activités

Au titre de l'objectif spécifique 1

Produit Attendu 1.2. Plan d'action annuel de sensibilisation /information CC mis en place touchant différents acteurs des secteurs/régions

Activités

- Ateliers communaux de sensibilisation et mobilisation des producteurs, des services techniques et des collectivités locales sur les effets du changement climatique et les moyens d'adaptation et d'atténuation ;
- Conception des outils et supports de communication ;
- Organisation activités événementielles communales

Au titre de l'objectif spécifique 2

Produit Attendu 2-1 : Promotion de points d'eau modernes pour l'accès à l'eau potable

Activités

- Réhabilitation de points d'eau (ex. désensablement des mares, curage des canaux de cours d'eaux)
- Mise en place des comités de gestion des points d'eau réalisés et redynamisation des comités existants

Produit Attendu 2-2 : Promotion de plans d'eau de surface et d'ouvrages de captage d'eau de surface

Activités

- Surcreusement et aménagement de mares
- Aménagement de bas-fonds qui constituent des zones d'épandage des eaux de ruissellement

Produit Attendu 2-3 : Aménagement des points d'eau adapte pour le cheptel et la production piscicole

Activités

- Construction de bassins /étangs pour la pisciculture et le cheptel

Au titre de l'Objectif spécifique 3

Produit Attendu 3-1 Restauration des terres agricoles dégradées

Activités

- Promotion des travaux de défense et Restauration des sols/conservation des Eaux et des Sols (ACN, Zaï ou Zippellé, demi-lune, tranchées, fascines, diguettes en terre, bandes enherbées, plantation de légumineuses et promotion de l'utilisation de la fumure organique) ;

- Promotion de l'agro foresterie dans les champs et les plantations de légumineuses ;
- Appui aux producteurs dans la production du compost et d'autres bio fertilisants

Produit Attendu : 3-2 Mise à disposition de semences améliorées

Activités

- Renforcement de la production et de la distribution de semences améliorées résilientes accessibles aux producteurs ruraux
- Accès des producteurs et des institutions d'encadrement aux informations climatiques permettant de mieux gérer les calendriers agricoles.

Produit Attendu 3-3 : Accroissement durable de la production piscicole

Activités

- Formation des bénéficiaires sur les techniques d'empoissonnement des mares et les techniques améliorées de pisciculture.
- Réalisation des étangs piscicoles et empoissonnement des mares

Au titre de l'Objectif spécifique 4

Produit Attendu 4-1 : Développement, au bénéfice des femmes, d'activités de valorisation de certains produits ligneux et de la filière boisement

Activités

- Plantation d'arbres à utilités multiples (baobab maraîcher, jujubiers greffés et moringa)

Produit Attendu 4-2 : Diversification des activités génératrices de revenus dans les communautés vulnérables

Activités

- Promotion et intégration des activités d'horticulture-élevage-pisciculture ;
- Activités génératrices de revenus autour des zones aménagées (périmètres maraichers, mares et bassins) ;
- Formation des bénéficiaires sur les techniques améliorées de production horticole et d'élevage
- Mise à disposition des bénéficiaires des couples d'oies et de canards et de géniteurs coqs, chèvres et verrats ;
- Appui aux bénéficiaires pour l'accès au crédit et la commercialisation des différents produits.

Produit Attendu 4-3 : Formation des groupements engagés dans les AGR à créer des micro-entreprises, ex: systèmes de microcrédit, etc.

Activités

- Organisation des bénéficiaires pour la création/redynamisation de micro-entreprises
- Formation des micro- entrepreneurs sur la gestion d'entreprise
- Mise en place d'un fonds compétitif de financement d'initiatives innovantes
- Accompagnement/formation des entrepreneurs dans l'accès et la gestion du crédit

Produit Attendu 4-4 : Soutien aux activités de conservation, transformation et de commercialisation des produits de la pêche, de l'élevage, de l'agriculture et des forêts

- Formation des bénéficiaires sur les techniques de conservation et transformation des produits agricoles et maraichers ;

- Formation des leaders des groupements sur la gestion d'entreprise, la commercialisation groupée et la gestion de la qualité ;
- Accompagnement dans la mise en place d'unités de transformation et/ou de conservation des produits agricoles ;
- Introduction des technologies innovantes de transformation et de conservation des produits

2.3. Efficacité des activités proposées :

Comme il est avéré que la production agricole repose essentiellement sur trois facteurs (le sol, l'eau et la plante), les ressources en eau de surface et en eau souterraine seront mobilisées et utilisées judicieusement à la fois pour l'approvisionnement des ménages en eau potable (alléger la corvée d'eau des femmes, améliorer les conditions d'hygiène et de santé) mais aussi pour l'approvisionnement en eau à des fins agricoles (irrigation, cultures maraîchères, arboriculture) et enfin, pour la satisfaction des besoins en eau du cheptel et la production aquacole (étangs piscicoles).

Les activités de restauration des terres dégradées à travers des actions de DRS/CES¹ serviront à réduire l'érosion, accroître la capacité de rétention de l'eau et améliorer la fertilité des sols grâce à un apport de fumure organique. La promotion de l'utilisation des semences améliorées et résistantes à la sécheresse combinée à l'accès aux informations climatiques permettra de mieux gérer les calendriers agricoles, d'augmenter à coup sûr la productivité et la production et de réduire les risques de mauvaise récolte.

Pour améliorer davantage le revenu des bénéficiaires et leurs conditions de vie, des activités génératrices de revenu ainsi que le développement d'activités de valorisation des produits de la pêche, de l'élevage, de l'agriculture et des forêts au sein des communautés et spécifiquement au bénéfice des femmes seront promues. Enfin, pour une meilleure réussite de l'ensemble des activités, des sessions de formation sur des thématiques pertinentes seront organisées au bénéfice des populations cibles.

Bénéficiaires et modalités de participation

Bénéficiaires et acteurs	Modalités de participation
Les producteurs	Sélection des sites Sélection des activités prioritaires Réalisation des travaux de restauration des sols Application de bonnes pratiques Contribution en main d'œuvre, espèce ou en nature
Les organisations paysannes	Suivi et évaluation de l'ensemble des activités Choix et information des bénéficiaires Mobilisation des producteurs Gestion des équipements et infrastructures communautaires Contribution en espèce
Collectivités	Supervision générale des activités, Appui conseils Mobilisation des bénéficiaires, apprentissage et partage
Services techniques	Choix des actions prioritaires, mise en relation Appui conseils, formation, orientation stratégique

¹ DRS : Défense et Restauration des sols
CES : Conservation des eaux de surface

3. Pérennité, Complémentarité et Risques du Programme (2 pages)

3.1. Pérennité des interventions prévues

La planification communautaire participative sera utilisée pour valider les activités proposées afin d'assurer une meilleure appropriation du projet par toutes les parties prenantes (populations, collectivités, structures de l'Etat). Un accent particulier sera mis sur l'amélioration des revenus des différents acteurs particulièrement des femmes et des jeunes tout en veillant sur le renforcement de leurs capacités d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques. Il faudrait que toutes les activités qui seront menées soient économiquement rentables afin d'encourager les bénéficiaires à continuer à les entreprendre même après le projet. Pour ce faire, les capacités d'accès aux marchés et de compétitivité seront renforcées. Parallèlement à l'approche communautaire, des initiatives seront appuyées dans le cadre de la promotion de l'entrepreneuriat principalement au bénéfice des femmes et des jeunes à travers l'appel à proposition pour le financement de microprojets innovants et durables, mais également l'implication du secteur privé pour l'appropriation des technologies et leur diffusion post projet. Par ailleurs, une partie des financements serviront de fonds de roulement pour financer les activités génératrices de revenus et un mécanisme de financement participatif par les bénéficiaires sera mis en place pour garantir la pérennité du fonds de roulement. En plus des financements des initiatives, le projet accordera une attention particulière à l'implication des femmes et des jeunes dans les instances de décision du projet et leur inclusion dans les comités de gestion des ouvrages en raison de leur vulnérabilité au changement climatique et leur importance dans la diffusion des technologies d'adaptation.

3.2. Stratégie de mise à l'échelle

Compte tenu de la pertinence et de l'innovation des approches utilisées, celles-ci seront mises à l'échelle pour permettre à plus producteurs de participer aux activités d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et par ricochet d'améliorer leur pouvoir économique. Les bénéficiaires du projet seront organisés et appuyés non seulement pour les activités de production mais aussi pour la mise en marché des produits afin d'écouler leurs productions à des prix avantageux. Les avantages économiques et les actifs visibles qui seront réalisés durant l'intervention inciteront d'autres personnes dans les villages bénéficiaires directs et indirects à faire la réplique.

De plus, le projet fera en sorte que les enseignements tirés sur le terrain durant la mise en œuvre soient systématiquement capitalisés et mis à disposition afin qu'ils puissent être reproduits par les vulnérables dans les autres régions du Mali. Ce développement à plus grande échelle s'accompagnera d'actions d'information et d'accompagnement technique et organisationnel des producteurs et des entités en charge de la diffusion des produits, de la mise à disposition de moyens matériels durant le projet et de moyens financiers pour un impact sur le long terme.

Comme l'accent sera mis sur la rentabilité des activités et l'esprit d'entrepreneuriat, les bénéficiaires avec tous les avantages qu'ils en tireront seront motivés également à mettre à l'échelle leurs affaires.

Une partie des financements serviront de fond de roulement et les bénéficiaires des financements seront encouragés à reverser une partie de leurs bénéfices afin de l'accroître et l'étendre au maximum de vulnérables demandeurs.

3.3. Stratégie de sensibilisation des décideurs et autres autorités à la participation des femmes dans les activités:

Une vaste campagne de sensibilisation sera organisée et mise en œuvre auprès des agents des services techniques, les élus communaux, les autorités coutumières pour amener ceux-ci à prioriser la participation des femmes dans les activités. Pour se faire, les stratégies suivantes seront développées

S'agissant de l'accès des femmes aux terres de culture, le projet encouragera les élus communaux et l'administration centrale à privilégier la participation des femmes dans les commissions foncières. Une fois les femmes présentes dans les commissions, celles-ci pourront défendre les intérêts des autres femmes au niveau de cette instance de gestion foncière.

Au démarrage du projet, des ateliers de planification participative seront organisés. Lors de ces ateliers, un accent particulier sera mis sur la participation des femmes et des jeunes dans les activités du projet

En outre, les femmes seront au centre de toutes les activités de formation, de démonstration sur les technologies agricoles résilientes. A cet effet, mention sera faite dans les TDR qui seront soumis aux services techniques ou d'autres prestataires.

Quant aux financements des activités (crédit agricole), le projet entreprendra des activités de sensibilisation auprès des institutions financières pour que celles-ci accordent une faveur aux femmes dans l'octroi des crédits agricoles et ou d'intrant.

3.4. Complémentarités avec les projets/programmes existant et potentialités catalytiques des financements :

Dans le cercle de Tominian, la croix rouge Malienne exécute le projet de sécurité alimentaire à travers l'introduction des variétés améliorées. World vision met en œuvre un projet de réalisation des infrastructures hydro agricoles. Quant à Oxfam, elle a un projet de développement des chaînes de valeur en cours.

Dans le cercle de San, la coopération luxembourgeoise (Lux développement) appuie l'intensification de la production du riz dans les plaines de San sud. Aussi l'ONG AMAPROS intervient dans le cercle sur un projet de sécurité alimentaire et changement climatique.

Ces interventions auront non seulement des effets catalytiques sur le projet mais aussi permettront d'économiser des ressources qui vont être utilisées pour la satisfaction d'autres besoins non pris en compte par les interventions en cours ou au renforcement d'actions déjà en cours.

3.5. Risques du Programme

Les principaux risques auxquels le projet pourra être confronté sont :

- Les catastrophes naturelles (insuffisance de pluies, sécheresse, inondation)
- Les détournements d'objectifs des fonds collectés pour la reconstitution des stocks par les OP et ou l'achat des matériels et équipements
- Le retard dans le remboursement des crédits de semences, animaux
- L'insécurité dans certaines zones ciblées par l'intervention (Tominian, San)
- Les conflits post électoraux liés aux élections présidentielles de 2018
- L'instabilité politique du pays
- La non réceptivité des producteurs aux messages du projet
- Les invasions acridiennes et aviaires
- Les conflits inter villageois liés aux espaces de culture et pâturage
- Les lourdeurs administratives dans le déblocage des fonds

4. Modalités de mise en œuvre (4 pages) :

4.1. Arrangement pour la gestion

4.1.1. Gestion programmatique : Au démarrage, une séance de travail sera organisée entre le PAM, CAEB et AMEDD pour élaborer une feuille de route pour le démarrage des actions. Le processus de mise en place commencera par :

La mise en place d'une équipe programmatique : Une équipe composée de 06 personnes dont deux superviseurs (1 par ONG partenaire) et 04 conseillers sera mise en place. Une session d'orientation sera organisée et centrée sur le contenu du document technique, les objectifs et les résultats à atteindre, la démarche méthodologique de mise en œuvre des actions, le recyclage sur les techniques d'animation et de formation, de mobilisation et d'intermédiation sociale, de communication, la planification des actions, l'utilisation des outils de suivi – évaluation et de gestion. Ainsi, conformément au plan d'action du projet, les superviseurs élaboreront les plans d'action annuels, trimestriels et mensuels des conseillers en développement.

Coordination des actions :

Entre le personnel terrain: une réunion mensuelle se tiendra sur le terrain entre les superviseurs et les conseillers en développement pour faire le point de l'état d'exécution des activités, les difficultés rencontrées, les solutions apportées et enfin finaliser les rapports d'activités. Ces rencontres serviront de cadres d'échange d'expériences et de planification des actions futures. Cette réunion peut être élargie aux services techniques et aux élus communaux.

Entre le personnel terrain, le PAM, CAEB et AMEDD: Ces rencontres seront tenues trimestriellement après le dépôt du rapport trimestriel soumis par les superviseurs et les rapports de mission des Directions des ONG partenaires. Ces rencontres serviront de cadre d'évaluation des plans d'action et permettront de faire le feedback sur les démarches adoptées pour la réalisation des actions, la mise en œuvre des recommandations et les suggestions pour l'amélioration des prestations des équipes programmatiques.

4.1.2. Gestion des fonds : Il se fera à deux niveaux

Entre l'AEDD et le PAM : Une séance d'orientation du personnel comptable des ONG partenaires du PAM sera réalisée pour leur permettre d'appliquer aisément les principes et procédures de gestion des fonds du projet, les modalités de décaissement, la justification financière, etc.

Entre le PAM et ses ONG partenaires : Pour la mise en œuvre des actions, une convention bi- partite sera signée entre le PAM et chaque ONG partenaire. Il définira les relations de collaboration entre les deux organisations dans la gestion opérationnelle et financière du projet. Une session de formation sera organisée à l'intention du personnel comptable des ONG partenaires sur les principes et procédures de gestion du fonds climat pour faciliter le rapportage. Un plan de décaissement sera soumis par les ONG partenaires au PAM, les fonds seront décaissés en fonction du plan approuvé par les deux parties.

Un compte spécifique sous double signature sera ouvert par chacune des ONG partenaires du PAM au niveau d'une banque de la place pour recevoir les fonds.

Pour tout déblocage de fonds, les ONG partenaires du PAM devront soumettre une demande de fonds et les paiements se feront par virements bancaires. Toutes les dépenses effectuées devront être justifiées et à la fin de chaque trimestre un rapport financier sera élaboré et soumis par les ONG partenaires au PAM qui l'analysera, le validera avant la mise à disposition de nouveaux fonds.

Bien que toutes les ONG partenaires disposent de solides expériences en matière de gestion de ressources financières et de collaboration avec plusieurs bailleurs de fonds nationaux et internationaux, après le dépôt de chaque rapport financier, une séance de travail sera organisée avec leurs comptables et celui du PAM pour

partager les faiblesses et lacunes qui seront constatées dans l'application des principes et procédures en matière de gestion des fonds.

Suivi, évaluation et établissement de rapports: Un manuel d'opération et de procédures (MOP) de suivi, de contrôle et d'évaluation sera élaboré et mis à la disposition du personnel programmatique et les comptables des ONG partenaires et du personnel du projet pour éviter toutes confusions ou toute autre interprétation dans l'application des procédures administratives, financières, comptables et opérationnelles du projet.

4.2. Responsabilités des Organisations Participantes et transparence :

4.2.1. Le PAM :

Il est responsable devant le fonds climat de la gestion technique et financière du projet. Il hébergera l'équipe de coordination nationale. De même, le PAM accompagnera les ONG partenaires dans les activités de planification, la mise en œuvre et le suivi évaluation. Aussi, il assurera l'assistance et le contrôle en matière de gestion financière des fonds.

4.2.2. Les ONG partenaires du PAM

Elles recruteront les équipes de terrain et faciliteront leur orientation sur le projet. Elles assureront la mise en œuvre opérationnelle des activités et le suivi quotidien. Elles assumeront la gestion financière des fonds mis à leur disposition pour les activités. Un cabinet ou un bureau d'études spécialisé en évaluation sera recruté pour évaluer les activités réalisées par les ONG partenaires. Par rapport aux fonds, un autre cabinet sera recruté pour procéder à l'audit et à la certification des comptes du projet.

4.2.3. Les services techniques de l'Etat (agriculture, élevage, pêche, eaux et forêt, protection des végétaux, météo, génie rural):

Les services techniques ont participé au choix des sites du projet. Lors de la mise en œuvre, ils apporteront leur assistance technique dans la réalisation des activités de renforcement de capacités des organisations paysannes. De même, ils seront sollicités par le projet dans le suivi évaluation, l'appui-conseil à travers des conventions de collaboration. Ils seront sollicités pour la mise à disposition des données (étude d'analyse situationnelle, évaluation finale et revue annuelle).

4.2.4. Les collectivités territoriales :

Les rôles essentiels portent sur la réalisation des infrastructures, la mobilisation sociale des organisations paysannes, leur participation aux cadres de concertation, l'appui à la tenue des formations, des différentes campagnes de reboisement, la réalisation des bosquets villageois, la prise en compte des activités de protection de l'environnement dans leurs plans de développement.

4.2.4. Les organisations paysannes (OP) :

Elles auront en charge la mobilisation de leurs membres, l'appui à la mise en œuvre des activités de concert avec les conseillers en développement, les superviseurs et les chargés de suivi évaluation.

4.2.5. Les Fournisseurs d'intrants, matériels et équipements, services semenciers, les institutions de recherche, IMF, acheteurs:

Un partenariat sera noué avec les différents pour faciliter l'accès des producteurs aux produits et services de façon régulière et pérenne.

4.3. Plan de suivi/évaluation et communication :

4.3.1. Plan de suivi évaluation :

Un manuel d'opération et de procédures (MOP) de suivi, de contrôle et d'évaluation des actions sera élaboré par le PAM et ses partenaires et mis à la disposition du personnel programmatique pour éviter toutes confusions ou tout autre interprétation dans l'application des procédures administratives, financières, comptables et opérationnelles du projet. Le processus de suivi/évaluation des actions sera participatif et dynamique, les comités de gestion, les producteurs, les relais et les populations seront associés à toutes les étapes selon leurs niveaux de compétences.

4.3.1.1. Suivi:

Au niveau des cibles : Il sera axé sur la réalisation des activités programmées dans les plans d'actions et la tenue des outils de suivi. Ces suivis seront organisés sous forme de réunions, d'échanges ou de séances d'animation afin de corriger les lacunes et/ou les imperfections constatées.

Au niveau du PAM et ses ONG partenaires :

Au niveau opérationnel : Le suivi de l'exécution se fera en trois phases selon la démarche suivante :

Phase de suivi intensif (1^{er} au 18^e mois): il y aura une présence très accrue du personnel pendant cette phase ce qui permettra d'apporter un paquet d'informations et d'appui/conseil nécessaires aux OP et aux producteurs pour la réalisation des actions planifiées.

La phase semi intensive (19^e au 28^e mois) : pendant cette phase le personnel planifiera les actions avec les organes de gestion des OP et les producteurs, les responsabilisera dans leurs réalisations. Les rencontres mensuelles permettront de donner du temps aux producteurs de réaliser les activités. Ainsi, les conseillers en développement vérifieront l'état d'exécution des activités, évalueront les forces et les faiblesses avec les comités de gestion, les relais et les producteurs pour apporter des améliorations dans la planification et l'atteinte des résultats.

La phase de consolidation (29^e au 36^e mois): pendant cette phase, les besoins de renforcement non encore accomplis seront identifiés et un plan de prise en charge sera conçu. Au 34^e mois, un plan de désengagement sera élaboré et partagé avec tous les acteurs du projet.

Enfin, une réunion de coordination sera organisée mensuellement par les équipes programmatiques au niveau de chaque région pour faire le compte rendu des activités réalisées, des difficultés et des solutions apportées. A l'issue de ces rencontres, des plans d'opération seront produits pour le prochain mois. A la fin du trimestre, les superviseurs soumettront des rapports qui seront finalisés et transmis au PAM par les directions des ONG. Le PAM fera la compilation des rapports et les transmettra à l'AEDD. Ces rapports techniques serviront de base de programmation aux missions de suivi et d'appui technique.

Au niveau administratif :

Les ONG partenaires : chaque ONG sera tenue de réaliser au moins une mission de suivi par trimestre sur le terrain. Elles permettront de faire le feed-back avec les équipes terrain suite aux activités réalisées, pour faire le point des avancées et des résultats obtenus en fonction des planifications, enfin de formuler des recommandations d'amélioration.

Le PAM à travers l'équipe de coordination nationale : comme les ONGs, le PAM fera des missions de suivis trimestriels. Toutefois des missions de suivi et d'appuis techniques conjointes seront périodiquement organisées avec les ONG partenaires et l'AEDD. Les recommandations et rapports serviront de cadre d'échange et de renforcement continu du personnel programmatique et même de l'ONG.

4.3.1.2. Évaluations : trois types d'évaluation seront faites

L'étude d'analyse situationnelle : elle permettra d'avoir le niveau des indicateurs de base.

Les autoévaluations porteront sur :

L'évaluation interne systématique: A la fin de chaque semestre, une revue sera organisée dans les villages par les conseillers en développement, pour faire le point de la réalisation des actions planifiées, de mesurer les résultats atteints, de cerner les difficultés et de trouver une réponse locale avec des orientations précises. Elle se fera sous forme de séances d'animation, un plan d'amélioration de compétences et de performances sera élaboré pour prendre en compte les insuffisances constatées.

Revue annuelle du projet : Au 11^e mois de chaque année, une revue sera organisée par les ONG pour évaluer la performance du processus de mise en œuvre des actions et leurs effets sur l'environnement. Cet exercice permettra de déterminer si les objectifs annuels ont été réalisés, si les outils et les mécanismes en place étaient appropriés et d'envisager des mesures correctives. Ces ateliers bilan annuel regroupent l'ensemble des parties prenantes du projet (agents d'ONG, organisation paysannes, élus communaux, agents des services techniques etc.). Ils constituent des espaces de redevabilité, après l'exposé sur l'état de mise en œuvre des activités du projet par les équipes de mise en œuvre, l'opportunité est donnée aux autres acteurs de faire des observations, des suggestions et des propositions d'amélioration. Ces différents apports seront pris en compte par les équipes du projet pour peaufiner leurs stratégies de mise en œuvre pour l'année suivante.

L'évaluation externe: elle sera réalisée au 34^{ème} mois du projet, un cabinet ou bureau d'études sera recruté pour la conduite du processus, des termes de référence seront élaborés pour servir de cadrage de la mission qui lui sera assignée. Le PAM et les ONG partenaires faciliteront leur mise en relation avec les cibles.

4.3.2. Le plan de communication : plusieurs actions et moyens seront mis en synergie pour assurer la communication autour du projet. Un plan de communication sera élaboré, il prendra en compte :

- L'élaboration de supports de communication (banderoles, tee shorts et casquettes, dépliants du projet)
- La réalisation d'émissions radios sur les bonnes pratiques et les cas de succès
- La couverture des activités à grands impacts (lancements, ateliers bilans)
- La confection de plaque publicitaires et de sensibilisation en langue nationale bamanakan et françaises, et leur implantation à des points stratégiques dans les différentes localités

4.4. Le rapportage technique et financier :

Il consistera à documenter chaque étape du processus. Ces documents serviront de témoignage des actions menées et permettront de mesurer la participation des cibles et l'implication de tous les acteurs dans la conduite du processus et la réalisation des actions pour l'atteinte des objectifs.

Types de rapport	Périodes	Délais
Rapport technique	Trimestre	10 du premier mois du prochain trimestre
Rapport financier	Trimestre	10 du premier mois du prochain trimestre
Rapport d'audit	Annuel	31 janvier de l'année suivante
Rapport d'évaluation finale	Fin du projet	2 mois avant la clôture du projet

ANNEXES

Annexe 1 : Cadre juridique (pour les Organisations Participantes des Nations Unies) – une page. Il s'agira d'indiquer quels sont les accords de coopération ou d'assistance qui constituent le fondement juridique des relations entre le Gouvernement du Mali et chaque Organisation Participante des Nations Unies.

En cas de PC, le document juridique propre à chaque Organisation Participante des Nations Unies doit être approuvé par l'Organisation des Nations Unies concernée.

Annexe 2 : Cadre de résultats du Projet

Titre du Projet :		Amélioration de la résilience des écosystèmes et des communautés dans les zones d'extrême vulnérabilité écologique et socioéconomique dans la région de Ségou						
Objectif spécifique 1		Améliorer la compréhension de la vulnérabilité climatique et des changements climatiques ainsi que la capacité de gestion des risques des acteurs institutionnels, de la société civile, de la recherche et du secteur privé afin de mieux gérer les impacts						
Effet attendu		<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure compréhension de l'interaction entre le climat, l'environnement socio-économique et les facteurs humains qui ont un impact sur l'utilisation durable des ressources naturelles ; • Meilleure analyse de la vulnérabilité des régions et des secteurs grâce à la base de données sur les impacts des changements climatiques pour chaque région, et aux modèles climatiques à échelle réduite (régionale ou sectorielle) ; • Maîtrise des outils de gestion des risques dans les différents secteurs de développement ; • Réduction des risques liés aux catastrophes climatiques (sécheresse, inondation) grâce à la compréhension des phénomènes, l'utilisation des outils de gestion des risques (ex. système d'alerte) par les communautés et gestionnaires. 						
Indicateurs d'Effet	Zone Géographique	Situation de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Organisme Responsable	Conditions Critiques		
Nombre de producteurs sensibilisés sur le changement climatique	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassarola, Souroutouna et Siadougou	4900 (source : rapport annuel 2018 AMEDD)	15 000	Rapport d'activités, rapport d'ateliers	AMEDD, CAEB			
Produit Attendu 1.2								
Indicateurs de Résultats immédiats		Zone Géographique		Situation de référence		Cibles finales		Moyens de vérification
Nombre de producteurs (H/F) capables d'analyser les effets des changements climatiques		Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassarola, Souroutouna et Siadougou		4900 source rapport annuel 2018 AMEDD)		15 000		Rapport d'activités, rapport d'ateliers
						Organisme Responsable		Conditions Critiques
						AMEDD, CAEB		

Objectif spécifique 2	<p>Faciliter l'accès aux technologies résilientes et durables de mobilisation, valorisation et protection des ressources en eau pour soutenir la productivité des systèmes de production et créer les opportunités de diversification des moyens d'existence</p> <p>Il est attendu l'accroissement de l'accès à l'eau des communautés confrontées à des pénuries d'eau induite par la variabilité pluviométriques et la hausse des températures et permettre ainsi la résilience des systèmes de production fortement dépendantes de la pluviométrie.</p> <p>Stabilisation de l'alimentation à travers une disponibilité accrue et régulière de l'eau pour la production alimentaire</p> <p>Dans le cadre de l'intervention du Fonds Climat Mali, des actions de mobilisation, valorisation et de protection des ressources en eau seront privilégiées afin de permettre l'alimentation des populations et de leur cheptel ainsi que pour la promotion des activités de maraîchage, de cultures irriguées et de pisciculture.</p>					
Indicateurs d'Effet	Zone Géographique	Situation de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Organisme Responsable	Conditions Critiques
<i>Nombre de communautés ayant un accès à approvisionnement d'eau potable et aux services d'assainissement de base, compte tenu de l'évolution actuelle et prévue du climat</i>	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassarola, Souroutouana et Siadougou	117 297 source rapport annuel 2018 CAEB)	137 297	Evaluation finale du projet Rapport annuel du projet	PAM, CAEB, AMEDD	Stabilité politique et sécuritaire dans la zone du projet
<i>Disponibilité des ressources en eau a beaucoup amélioré pour le maraîchage, l'Élevage, et la Pisciculture dans les zones ciblées (tonnes/m3)</i>	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassarola, Souroutouana et Siadougou	Etude de référence à réaliser au démarrage du projet	20% d'augmentation du volume d'eau disponible	Evaluation finale du projet Rapport annuel du projet	PAM, CAEB, AMEDD	Stabilité politique et sécuritaire dans la zone du projet
<i>Pourcentage de la population/communauté ayant une meilleure connaissance des mesures de protection et gestion des inondations et des sécheresses</i>	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassarola, Souroutouana et Siadougou	17% (source : secteurs d'agriculture, 2018)	43%	Evaluation finale du projet Rapport annuel du projet	PAM, CAEB, AMEDD	Stabilité politique et sécuritaire dans la zone du projet

Promotion de points d'eau modernes pour l'accès à l'eau potable						
Produit Attendu 2.1						
Indicateurs de Résultats immédiats	Zone Géographique	Situation de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Organisme Responsable	Conditions Critiques
Nombre de point d'eau créés et/ou réhabilités	Yasso, Karaba, Souroutouna	19 (source : Mairies)	22	PV de réception des ouvrages, rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de Comités de Gestion des Point d'eau mis en place	Yasso, Karaba, Souroutouna	0 (source : Mairies)	3	PV de mise en place, liste des membres, rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de comités de gestion des points d'eau existants redynamisés	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Siadougou	19 (source : Mairies)	19	PV de mise en place, liste des membres, rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Produit Attendu 2.2	Promotion de plans d'eau de surface et d'ouvrages de captage d'eau de surface					
Indicateurs de Résultats immédiats	Zone Géographique	Situations de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Organisme Responsable	Conditions Critiques
Nombre de Périmètres maraichers équipés en moyen d'exhaure moderne (forage équipé en système solaire et château d'eau) réalisés	Yasso, Sy, Siadougou	0 (source : Mairies)	3	PV de réception des ouvrages, rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de bas-fonds aménagés qui constituent des zones d'épandage des eaux de ruissellement	Yasso, Karaba, Siadougou	0 (source : Mairies)	3	PV de réception des ouvrages, rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Superficie (Ha) de bas-fonds aménagés qui constitue des zones d'épandage des eaux souterraines	Yasso, Karaba, Kassorola, Souroutouna	120 (source : Mairies)	200	PV de réception des ouvrages, rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de personnes formées (H/F) sur les systèmes de collecte des eaux de pluies	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Souroutouna	799 (source : Mairies)	958	Rapport d'activités, rapport de formation	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de personnes formées sur l'utilisation de l'eau et le renouvellement des équipements à terme (mécanisme de durabilité)	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Siadougou	0	10	Rapport final du projet	PAM, CAEB, AMEDD	

Aménagement des points d'eau adapte pour le cheptel et la production piscicole							
Produit attendu 2.3	Indicateurs de Résultats immédiats	Zone Géographique	Situation de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Organisme Responsable	Conditions Critiques
	Nombre de mares surcreusées	Sanekuy Karaba, Souroutouna	0	3	PV de réception des ouvrages réalisés, rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
	Nombre d'étangs piscicoles réalisés	Sanekuy, Yasso, Sy, Siadougou, Karaba, Souroutouna	0	14	PV de réception des ouvrages réalisés, rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
	Nombre d'abreuvoir réalisés pour le cheptel	Sanekuy, Yasso, Sy, Siadougou, Karaba, Souroutouna	0	20	PV de réception des ouvrages réalisés, rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	

Objectif spécifique 3	Appuyer l'adoption de pratiques et technologies agropastorale et piscicole résilientes afin de réduire la vulnérabilité des systèmes de production face aux changements climatiques et à la variabilité climatique					
Effet attendu	<ul style="list-style-type: none"> Réduction du risque de mauvaise récolte grâce à l'introduction de pratiques de conservation des sols et de l'eau dans les champs. Le développement et la diffusion de semences hâtives et résistantes à la sécheresse aideront aussi à réduire les risques d'échec des cultures La dissémination d'espèces animales et piscicoles résistantes à la sécheresse et de techniques appropriées de gestion du bétail et du poisson renforceront les profits économiques de la conservation des sols et de l'eau et, ensemble avec les services de vulgarisation, résulteront en une gestion améliorée des prairies dans la zone du programme, avec des bénéfices économiques et environnementaux qui y sont associés. 					
Indicateurs d'Effet	Zone Géographique	Situations de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Organisme Responsable	Conditions Critiques
Nombre d'ha de terres dégradées restaurées à travers des techniques de Défense et Restauration des Sols/Conservation des Eaux et des Sols (DRS/CES) couplées au reboisement	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassarola, Souroutouna et Siadougou	500 (source : services techniques, 2018)	3000	Rapport d'activités Evaluation finale du projet	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de producteurs avec un accès à des semences améliorées	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassarola, Souroutouna et Siadougou	2500 (source : rapport de campagne agricole, 2018)	20000	Rapport d'activités, rapport de formation	PAM, CAEB, AMEDD	
Taux d'accroissement de la productivité agricole (ton/ha et par type de production)	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassarola, Souroutouna et Siadougou	<ul style="list-style-type: none"> Mil 600 kg Sorgho 600 kg Arachide 400kg Sésame 350 kg Niébé 400 kg (source : rapport de campagne agricole, 2018)	<ul style="list-style-type: none"> Mil 900 kg Sorgho 900 kg Arachide 700kg Sésame 800 kg Niébé 800 kg 	Rapport d'activités Evaluation finale du projet	PAM, CAEB, AMEDD	
Taux d'accroissement de la Productivité du Cheptel	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassarola, Souroutouna et Siadougou	<ul style="list-style-type: none"> Bovins 78 100 Ovins 181 355 Caprins 191 156 Equins 6 115 Asins 7 849 Volaille 939 465 	<ul style="list-style-type: none"> Bovins 93 720 Ovins= 217 626 Caprins 229 388 Equins 7 338 Asins 9 419 Volaille 1 127 358 	Ministère de l'Elevage, résultat des recensements	PAM, CAEB, AMEDD	

			(source : rapport de campagne agricole, 2018)			
--	--	--	---	--	--	--

Restauration des terres agricoles dégradées							
Produit Attendu 3.1	Indicateurs de Résultats immédiats	Zone Géographique	Situations de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Organisme Responsable	Conditions Critiques
	Nombre d'hectares des champs et des bassins versant aménagés en courbes de niveau	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	75 (source : service du génie rural, 2018)	2000	Levée GPS des espaces aménagés, Rapport de fin de projet	PAM, CAEB, AMEDD	
	Nombre de mètre linéaires de bandes enherbées	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	75 (source : service des eaux et forêts de San, 2018)	5000	Rapport périodique et rapport final du projet	PAM, CAEB, AMEDD	
	Quantité totale (en tonne) de compost	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	150 (source : secteur d'agriculture)	20000	Rapport périodique et rapport final du projet	PAM, CAEB, AMEDD	
	Quantité totale de fumure organique améliorée (en tonne)	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	0 source : secteur d'agriculture)	200	Rapport périodique et rapport final du projet	PAM, CAEB, AMEDD	
	Nombre de producteurs formés sur les techniques de multiplication de semence	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	557 (source : rapport de campagne agricole, 2018)	697	Rapport de formation Rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
	Nombre d'arbres à utilités multiples plantés	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola,	15511 (source : rapport annuel du projet ACC, Helvetas)	55511	Rapport de formation Rapport final du projet	PAM, CAEB, AMEDD	

		Souroutouna et Siadougou							
Produit attendu 3.2									
Mise à disposition de semences améliorées									
Quantité (Kg) de semences améliorées produite		Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	3000 (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	100000	Rapport périodique et rapport final du projet	PAM, CAEB, AMEDD			
Quantité (Kg) de semence de base mise à la disposition des producteurs semenciers		Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	200 (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	5000	Rapport périodique et rapport final du projet	PAM, CAEB, AMEDD			
Nombre de producteurs semenciers formés et accompagnés		Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	557 (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	697	Rapport de formation, rapport final du projet	PAM, CAEB, AMEDD			
Nombre de producteurs (H/F) utilisant de la semence améliorée ou adaptée au changement climatique		Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	2500 (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	22500	Rapport périodique et rapport final du projet	PAM, CAEB, AMEDD			
Superficie cultivée (hectares) sous semence améliorée ou adaptée aux zones agro écologiques		Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	1500 (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	11500	Rapport périodique et rapport final du projet	PAM, CAEB, AMEDD			
Nombre de producteurs ayant accès aux informations climatiques permettant de mieux gérer les calendriers agricoles		Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	6300 (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	100 000	Rapport de sondage à l'échelle de la zone du projet	PAM, CAEB, AMEDD			
Produit attendus 3.3									
Accroissement durable de la production piscicole									

Indicateurs de Résultats immédiats	Zone Géographique	Situations de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Organisme Responsable	Conditions Critiques
Nombre de bassins aquacoles intégré à des aménagements hydro-agricoles	Sy, Souroutouna	0 (source : Mairies)	2	Rapport périodique et rapport final du projet	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de bassins aquacoles aménagés	Karaba, Souroutouna, Siabougou	0	3	Rapport périodique et rapport final du projet	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de pêcheurs formés en technique d'empoissonnement des mares	Sanekey, Sy, Karaba, Souroutouna, Siabougou	0	200	Rapport de formation et rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Quantité de poisson (Kg de poids frais) produit dans les étangs piscicoles	Sanekey, Sy, Karaba, Souroutouna, Siabougou	0	4000	Rapport périodique et rapport final du projet	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de producteurs d'alevins formés	Sy, Karaba, Souroutouna, Siabougou	0	60	Rapport de formation et rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de producteurs d'alevins équipés	Sy, Karaba, Souroutouna, Siabougou	0	60	Rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de bassin viables de production d'alevins	Sy, Karaba, Souroutouna, Siabougou	0	45	Rapport périodique et rapport final du projet	PAM, CAEB, AMEDD	

Aider les ménages vulnérables dans la diversification des ressources alimentaires et des sources de revenus pour renforcer leur résilience socioéconomique et permettre un développement local inclusif						
<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la nutrition dans les ménages résultant en une meilleure vitalité • Hausse des revenus à travers la diversification des activités ex: pêche, foresterie, élevage, etc. améliorant les filets de sécurité pour les ménages vulnérables • Opportunités d'emploi à travers les activités du programme (y compris « nourriture ou espèces contre travail»), d'une part, et IGA et d'autres activités avec des effets induits • Réduction du niveau de pauvreté des ménages 						
Indicateurs d'Effet	Zone Géographique	Situation de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Organisme Responsable	Conditions Critiques
<i>Nombre de ménages touchés par les impacts des CC ayant augmenté leurs revenus grâce aux AGR</i>	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	965 (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	1155	Rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
<i>% de la population rurale ciblée dans les zones d'intervention ayant adopté des technologies d'adaptation, par type de technologie</i>	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	10% (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	50%	Rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
<i>Taux d'évolution des disponibilités alimentaires d'une communauté</i>	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	67% (8 mois sur 12) (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	92% (11 mois sur 12)	Rapport d'activités, Sondages,	PAM, CAEB, AMEDD	
<i>Nombre d'emplois verts créés dans les zones ciblées</i>	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	150 (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	1000	Rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
<i>Nombre de microentreprises créées en soutien à la diversification économique</i>	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	88 (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	280	Rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	

Taux d'augmentation des revenus globaux par secteur d'activité d'un ménage	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	<ul style="list-style-type: none"> - Agriculture (maraîchage et céréaliculture) 75000 F, Elevage (aviculture, apiculture, pisciculture, embouche ovine/caprine) 100000 F, Cueillette de produits locaux 30000 F (source : rapport de campagne agricole 2018) 	<ul style="list-style-type: none"> - Agriculture (maraîchage et céréaliculture) 100000 F, Elevage (aviculture, apiculture, pisciculture, embouche ovine/caprine) 125000 F, Cueillette de produits locaux 50000 F 	Rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Évolution du Taux de production du couvert ligneux	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	415 100 arbres (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	455 100 arbres	Rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	

Produit attendu 4.1						
boisement						
Indicateurs de Résultats immédiats	Zone Géographique	Situations de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Organisme Responsable	Conditions Critiques
Nombre d'arbre à Utilité multiple plantés (baobab maraîcher, jujubiers greffés et moringa)	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	15 511	29 551	Rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Produit attendu 4.2						
Diversification des activités génératrices de revenus dans les communautés vulnérables						
Indicateurs de Résultats immédiats	Zone Géographique	Situations de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Organisme Responsable	Conditions Critiques
Nombre de femmes menant des activités génératrices de revenus	Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	8485 (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	9185	Rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	

Nombre de Producteurs (H/F) formés sur les techniques améliorées de production horticole et d'élevage	<i>Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouma et Siadougou</i>	2101	2351	Rapport d'activités, Rapport de Formations	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de bénéficiaires (H/F) vulnérables ayant accès au crédit	<i>Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouma et Siadougou</i>	385 (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	585	Carnet du Titulaire de Compte, Rapport d'activités des IMF	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de crédits octroyés aux bénéficiaires (H/F)	<i>Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouma et Siadougou</i>	109 (source : rapport annuel du projet DRYDEV 2018)	459	Carnet du Titulaire de Compte, Rapport d'activités des IMF	PAM, CAEB, AMEDD	
Produit attendu 4.3						
Indicateurs de Résultats immédiats	Zone Géographique	Situations de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Organisme Responsable	Conditions Critiques
Nombre de bénéficiaires formés sur la gestion d'entreprise	<i>Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouma et Siadougou</i>	1059 (rapport annuel du projet environnement et énergie 2018, AMEDD)	1119	Rapports de formation Rapports d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de bénéficiaires formés appliquant les outils de gestion	<i>Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouma et Siadougou</i>	143 (rapport annuel du projet environnement et énergie 2018, AMEDD)	203	Rapports de formation Rapports d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre d'initiatives innovantes financées par le projet (fonds compétitif)	<i>Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouma et Siadougou</i>	0 (rapport annuel du projet DRYDEV 2018,)	10	Rapports de formation Rapports d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	

Soutien aux activités de conservation, transformation et de commercialisation des produits de la pêche, de l'élevage, de l'agriculture et des forêts							
Produit attendu 4.4	Indicateurs de Résultats immédiats	Zone Géographique	Situations de référence	Cibles finales	Moyens de vérification	Organisme Responsable	Conditions Critiques
Nombre de bénéficiaires formés sur les techniques de conservation et de transformation des produits agricoles et maraichers		Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	1425 (rapport annuel du projet environnement et énergie 2018, AMEDD)	1485	Rapport d'activités, Rapport de Formations	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de bénéficiaires formés sur la gestion de la qualité		Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	1430 (rapport annuel du projet environnement et énergie 2018, AMEDD)	1490	Rapport d'activités, Rapport de Formations	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre d'unités de transformation mise en place		Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	21 (rapport annuel du projet environnement et énergie 2018, AMEDD)	31	PV de Mise en place, Rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de technologies innovantes de transformation et de conservation introduites (case de conservation)		Sanekuy, Sy, Kassorola,	0 (rapport annuel du projet environnement et énergie 2018, AMEDD)	3	Rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	
Nombre de producteurs utilisant des technologies améliorées de conservation des produits agricoles		Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	1030 (rapport annuel du projet environnement et énergie 2018, AMEDD)	15000	PV de réception, Rapport d'activités	PAM, CAEB, AMEDD	

Annexe 3 : Plan de Travail et Budget

Plan de travail relatif à : Amélioration de la résilience des écosystèmes et des communautés dans les zones d'extrême vulnérabilité écologique et socioéconomique dans la région de Ségou

Durée du PC/Projet : 3 ans

Objectifs spécifiques, Produits attendus du PC/Projet	Activités clés	Calendrier (par activité)												Zone Géographique	Organisation Participante responsable	Budget prévu (par produit/activité)			
		T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12						
Objectif Spécifique 1: Améliorer la compréhension de la vulnérabilité climatique et des changements climatiques ainsi que la capacité de gestion des risques des acteurs institutionnels, de la société civile, de la recherche et du secteur privé a afin de mieux gérer les impacts																			
Produit 1.2 :																			
Plan d'action annuel de sensibilisation /information CC mis en place touchant différents acteurs des secteurs/régions	Lancement officiel du projet																AMEDD, CAEB	2 332 464	
	Réalisation de 7 ateliers communaux d'information et de mobilisation des acteurs																Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassarola, Souroutouna et Siadougou	AMEDD, CAEB	2 100 000
	Confection des outils et supports de communication																AMEDD, CAEB	3 000 000	
	Campagne de sensibilisation à travers 24 activités événementielles masse-media dans les 7 communes																AMEDD, CAEB	4 800 000	
Objectif Spécifique 2: Faciliter l'accès aux technologies résilientes et durables de mobilisation, valorisation et protection des ressources en eau pour soutenir la productivité des systèmes de production et créer les opportunités de diversification des moyens d'existence																			
Produit 2.1																			
Promotion de points d'eau modernes pour l'accès à l'eau potable	Réalisation de 3 nouveaux points d'eau modernes au niveau des périmètres maraichers pour l'approvisionnement en eau potable et le maraichage																AMEDD, CAEB	42 000 000	
	Mise en place de 3 comités de gestion des points d'eau																AMEDD, CAEB	1 000 000	
	Dynamisation de 19 comités de gestion des points d'eau																AMEDD, CAEB	2 850 000	
Produit 2.2																			
Promotion de plans d'eau de surface et d'ouvrages de captage d'eau de surface	Équipement de 3 périmètres maraichers en moyen d'exhaure solaire moderne (château et pompe solaire)																AMEDD, CAEB	22 500 000	

Objectifs spécifiques, Produits attendus du PC/Projet	Activités clés	Calendrier (par activité)												Zone Géographique	Organisation Participante responsable	Budget prévu (par produit/activité)			
		T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12						
Produit 2.3																			
Aménagement des points d'eau adapte pour le cheptel et la production piscicole	Aménagement de 03 bas-fonds qui constituent des zones d'épandage des eaux de ruissellement																Yasso, Karaba Siadougou	AMEDD, CAEB	16 200 000
	Surcreusement et aménagement de 04 mares																Sanekuy Karaba, Souroutouna	AMEDD, CAEB	21 685 030
	Aménagement de 14 étangs pour la pisciculture																Sanekuy, Yasso, Sy, Siadougou, Karaba, Souroutouna	AMEDD, CAEB	21 000 000
	Construction de 20 abreuvoirs pour le cheptel																Sanekuy, Yasso, Sy, Siadougou, Karaba, Souroutouna	AMEDD, CAEB	6 450 000
Objectif Spécifique 3 : Appuyer l'adoption de pratiques et technologies agropastorale et piscicole résilientes afin de réduire la vulnérabilité des systèmes de production face aux changements climatiques et à la variabilité climatique																			
Produit 3.1																			
Restauration des terres agricoles dégradées	Promotion des travaux de défense et Restauration des sols/ conservation des eaux et des sols (ACN, Zai, demi-lune, tranchées, fascines, diguettes en terre, bandes enherbées)																Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassarola, Souroutouna et Siadougou	AMEDD, CAEB	4 000 000
	Promotion de l'agroforesterie dans les champs et plantation de légumineuses																	AMEDD, CAEB	2 000 000
	Appui aux producteurs dans la production/utilisation de compost et d'autres bio fertilisants																	AMEDD, CAEB	6 950 000
	Plantation d'arbres à utilités multiples																	AMEDD, CAEB	14 100 000
Produit 3.2.																			

Objectifs spécifiques, Produits attendus du PC/Projet	Activités clés	Calendrier (par activité)												Zone Géographique	Organisation Participante responsable	Budget prévu (par produit/ activité)				
		T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12							
Mise à disposition de semences améliorées	Renforcement de la production et de la distribution de semences améliorées résilientes accessibles aux producteurs ruraux																Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassorola, Souroutouna et Siadougou	AMEDD, CAEB	4 200 000	
	Accès des producteurs et des institutions d'encadrement aux informations climatiques permettant de mieux gérer les calendriers agricoles																			
Produit 3.5																				
Accroissement durable de la production piscicole	Formation de bénéficiaires sur les techniques d'empoissonnement des mares et les techniques améliorées de pisciculture																Sanekuy, Sy, Karaba, Souroutouna, Siabougou	AMEDD, CAEB	2 440 000	
	Réalisation des étangs piscicoles et empoissonnement des mares																			
Produit 4.1																				
Objectif Spécifique 4: Aider les ménages vulnérables dans la diversification des ressources alimentaires et des sources de revenus pour renforcer leur résilience socioéconomique et permettre un développement local inclusif																				
Produit 4.1																				
												Sy, Souroutouna	AMEDD, CAEB	1 200 000						

Objectifs spécifiques, Produits attendus du PC/Projet	Activités clés	Calendrier (par activité)												Zone Géographique	Organisation Participante responsable	Budget prévu (par produit/activité)				
		T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12							
Développement, au bénéfice des femmes, d'activités de valorisation de certains produits ligneux et de la filière boisement	Plantation d'arbres à utilités multiples (baobab maraîcher, jujubier greffé, moringa)																Sanekuy, Yasso, Sy, Karaba, Kassarola, Souroutouna et Siadougou	AMEDD, CAEB	10 412 000	
Produit 4.2																				
Diversification des activités génératrices de revenus dans les communautés vulnérables	Formation des communautés sur l'intégration des activités d'horticulture – élevage et pisciculture																	AMEDD, CAEB	5 450 000	
	Activités génératrices de revenus autour des zones aménagées (périmètres maraichers, mares et bassins)																	AMEDD, CAEB	34 400 000	
	Appui à l'élevage de petits ruminants et aviculture																	AMEDD, CAEB	22 720 000	
	Appui à l'accès au crédit et la commercialisation																	AMEDD, CAEB	3 500 000	
Produit 4.3																				
Formation des groupements engagés dans les AGR à créer des microentreprises,	Organisation des bénéficiaires pour la création/redynamisation de microentreprises																	AMEDD, CAEB	1 400 000	

Objectifs spécifiques, Produits attendus du PC/Projet	Activités clés	Calendrier (par activité)												Zone Géographique	Organisation Participante responsable	Budget prévu (par produit/activité)			
		T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12						
ex: systèmes de microcrédit, etc.	Formation des micro-entrepreneurs sur la gestion d'entreprise																	AMEDD, CAEB	3 900 000
	Mise en place d'un fonds compétitif de financement d'initiatives innovantes																	AMEDD, CAEB	12 600 000
	Accompagnement/formation des entrepreneurs dans l'accès et la gestion de crédit																	AMEDD, CAEB	0
Produit 4.4																			
Soutien aux activités de conservation, transformation et de commercialisation des produits de la pêche, de l'élevage, de l'agriculture et des forêts	Formation des bénéficiaires sur les techniques de conservation et transformation des produits agricoles et maraichers																	AMEDD, CAEB	2 190 000
	Formation des leaders des groupements sur la gestion d'entreprise, la commercialisation groupée et la gestion de la qualité																	AMEDD, CAEB	1 400 000
	Accompagnement dans la mise en place d'unités de transformation et/ou de conservation des produits agricoles																	AMEDD, CAEB	7 200 000
	Introduction des technologies innovantes de transformation et de conservation des produits (Cases de conservation, sacs PICS)																	AMEDD, CAEB	24 350 000
Coordination & Suivi – Évaluation																			
Supervision, Suivi et Évaluation	Mission de supervision ONG partenaires (CAEB et AMEDD)																	AMEDD, CAEB	10 660 000

Objectifs spécifiques, Produits attendus du PC/Projet	Activités clés	Calendrier (par activité)												Zone Géographique	Organisation Participante responsable	Budget prévu (par produit/ activité)		
		T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12					
Gestion du projet	Évaluations à mi-parcours																AMEDD, CAEB	1 500 000
	Évaluation finale																AMEDD, CAEB	1 500 000
	Fonctionnement y compris salaire, charges sociales, fournitures, carburant, communication, etc.																AMEDD, CAEB	56 420 000
	Achat d'équipements																AMEDD, CAEB	6 558 000
Audit																AMEDD, CAEB	800 000	
Frais indirect applicable aux Organisations des Nations Unies maximum 7% (PAM siège)																		
Frais de supervision 7% (PAM BUREAU PAYS)																		
Total de la 1^{ère} Organisation Participante* (CAEB)																		
Total de la 2^{ème} Organisation Participante* (AMEDD)																		
Budget prévu total																		
														31 867 703				
														31 867 703				
														187 333 747				
														204 183 747				
														455 252 900				

Budget : Le budget doit être établi au titre des fonds demandés au Fonds Climat Mali uniquement et être accompagné d'un budget détaillé pour chaque poste, en fournissant une description du poste et le calcul des coûts (voir fichier Excel joint correspondant).

Budget par Catégories et Codes Économiques :

BUDGET DU PROGRAMME				
CATEGORIES HARMONISEES	MONTANT TOTAL (FCFA)	MONTANT TOTAL (US\$)	Org. Part. des N.U. 1 CAEB	Org. Part. des N.U. 2 AMEDD
1. Frais liés aux effectifs et autres frais de personnel	45 420 000	78 991	22 710 000	22 710 000
2. Fournitures, produits de base et matériaux	263 947 030	459038	127 673 515	136 273 515
3. Équipements, véhicules et mobilier, amortissement compris	8 430 000	14 661	4 215 000	4 215 000
4. Services contractuels	36 650 000	63 739	14 575 000	22 075 000
5. Voyages	300 000	522	150 000	150 000
6. Contreparties des transferts et subventions	40 017 703	69 596 ²	4 075 000	4 075 000
7. Frais généraux de fonctionnement et autres frais directs	28 620 464	49 775	14 310 232	14 310 232
Coûts totaux Org. Part. Des N.U	423 385 197	739 947,66	187 708 747	237 761 251
8. Coûts d'appui indirects	31 867 703	51 796,34		
TOTAL Org. Part. Des N.U	455 252 900	791 744	187 708 747	237 761 251
Code Économique / Mali (Trésor)	MONTANT TOTAL (FCFA)	MONTANT TOTAL (US\$)	Ministère / EN 1	Ministère / EN 2
TOTAL Ministères / EN			0	0
TOTAL GENERAL DU PROGRAMME	455 252 900	791 744		

² Les 55 422 USD supplémentaires constituent les coûts de supervision, activités du PAM au Mali.

Annexe 4 : Tableau des risques

Type de risque (ex. / opérationnel/ financière/technique)	Description du risque	Impact & Probabilité (1-5)	Mesures d'atténuation	Responsable
<p>Organisationnel :</p> <p>Les lourdeurs administratives dans le déblocage des fonds</p> <p>Le retard dans le remboursement des crédits de semence</p>	<p>Lenteur dans le traitement des rapports</p> <p>Faible maîtrise des procédures de rapportage</p> <p>Faible volonté des producteurs à adhérer au système de remboursement</p>	<p>I= 3</p> <p>P=1</p>	<p>Préfinancement des activités</p> <p>Renforcement de capacités</p> <p>Intensification des activités de sensibilisation</p>	<p>PAM</p> <p>CAEB</p> <p>AMEDD</p>
<p>Opérationnel/technique</p> <p>La non réceptivité des producteurs aux messages du projet Les conflits inter villageois liés aux espaces de culture</p>	<p>Haute intensité de main d'œuvre pour certaines activités</p> <p>Faible adhésion aux contenus des conventions</p>	<p>I= 2</p> <p>P=1</p>	<p>Intensification des activités de sensibilisation, implication des autorités communales et villageoises dans la conscientisation des producteurs</p> <p>Promotion des conventions de gestion des ressources naturelles, implication des autorités villageoises et communales</p>	<p>PAM</p> <p>CAEB</p> <p>AMEDD</p>
<p>Financier</p> <p>Les détournements d'objectifs des fonds collectés pour la reconstitution des stocks par les OP</p>	<p>Analphabétisme des producteurs</p> <p>Mauvaise gestion</p> <p>Insuffisance de suivi</p>	<p>I= 2</p> <p>P=1</p>	<p>Renforcement de capacité des OP en gestion et alphabétisation, tenue des supports comptables</p> <p>Intensification de suivi par les équipes de projets</p>	<p>PAM</p> <p>CAEB</p> <p>AMEDD</p>
<p>Politique /Sécuritaire</p> <p>L'instabilité politique du pays</p> <p>Les conflits post électoraux liés aux élections de 2018</p> <p>L'insécurité dans certaines zones ciblées par l'intervention</p>	<p>Contestations liées aux élections</p> <p>Conflits post électoraux</p> <p>Existence de cellule dormantes terroristes et des rebelles</p>	<p>I= 2</p> <p>P=1</p>	<p>Promotion des activités de paix et réconciliation nationale,</p> <p>Promotion d'une élection apaisée et transparente</p> <p>Contribution à la montée des informations sécuritaires</p>	<p>PAM</p> <p>CAEB</p> <p>AMEDD</p>
<p>Risques environnementaux</p> <p>Les catastrophes naturelles</p>	<p>insuffisance de pluies, sécheresse, inondation</p> <p>Les invasions acridiennes et aviaires</p>	<p>I= 5</p> <p>P=4</p>	<p>Activation du système de gestion des catastrophes naturelles</p>	<p>Etat malien et partenaires</p>

Annexe 5: Présentation des structures partenaires

Présentation de l'ONG CAEB

INFORMATIONS GENERALES	
Nom complet de la structure	<i>Conseils et Appui pour l'Education à la Base</i>
Sigle	<i>CAEB</i>
Nom du représentant	<i>Gahoussou TRAORE Directeur Exécutif</i>
N° de téléphone du représentant et Mail	<i>(00223) 79 13 01 53</i> gahoussoutraore@yahoo.fr
Adresse du siège	<i>BP : E 2310 – Baco Djicoroni Rue 718 Porte 840 District de Bamako commune IV</i>
Téléphone	<i>(00223) 20 28 56 60</i>
Fax	<i>(00223) 20 28 56 60</i>
Adresse mail	<i>caeb@ikaso.net/caeb_ong@hotmail.com</i>
Site web	www.caebmali.org
Autres bureaux	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Kolokani (4ème quartier près INRSP)</i> - <i>Bougouni (Torakabougou étage Robert route Yanfolila) pour les zones de Bougouni, Yanfolila et Kolondièba</i> - <i>Barouéli/Konobougou (Route de Ségou)</i> - <i>Doila (Etage immeuble Sylla Route principale)</i> - <i>Diéma (Près Hôtel Kaarta)</i> - <i>Nara (près poste de Police à l'entrée de la ville)</i> - <i>Nioro (Quartier Diamweli)</i> - <i>Kangaba (Près Bureau de Plan/Mali)</i> - <i>Kita, près du grand marché de Kita</i> - <i>Mopti: Sévaré non loin de la SOMAGEP SA</i>
GOVERNANCE	
Statut juridique	<i>ONG</i>
Date de création	<i>Avril 1994 (recépissé n° 0587 du 21/09/1994) et (accord cadre n° 529 du 14 février 1995 et 0914 du 20 octobre 2008)</i>
Structures de l'organisation	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Assemblée Générale</i> - <i>Comité exécutif</i> - <i>Secrétariat permanent</i>
Membres de réseaux et collectifs	<i>CR ONG de Koulikoro</i> <i>Groupe Pivot Santé Population</i> <i>Coalition Nationale EPT</i> <i>Amnestie internationale /section malienne</i> <i>Conseil international de l'action Sociale (CIAS)</i> <i>Réseau DIMITRA/FAO Point focal Mali</i> <i>Réseau Yeleen Blon</i> <i>Alliance WASH – Mali</i> <i>PAMOJA</i>
STRATEGIE ET PROGRAMME	
Vision de l'organisation	<i>Etre dans 5 ans (2015 – 2020) une structure de référence en matière d'organisation et de promotion d'institutions communautaires représentatives autogérées capables de créer un environnement socio-économique stable dans leurs milieux.</i>

Objectifs	<p><i>Contribuer à l'accroissement économique des couches défavorisées à travers, l'appui technique ou financier aux initiatives économiques génératrices de revenus, la mise en place ou la mise en relation avec des caisses d'épargne et crédit.</i></p> <p><i>Augmenter le taux d'instruction des communautés à travers l'éducation formelle et informelle par la promotion des ECOMS, des centres d'alphabétisation.</i></p> <p><i>Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des groupements / associations de base, des communes par la formation et l'appui/conseils pour favoriser leur participation efficace dans les processus de planification, de mise en œuvre et de suivi/évaluation des actions de développement de leurs localités.</i></p> <p><i>Améliorer les conditions socio – sanitaires des communautés à travers des activités d'IEC sur le VIH/SIDA, la santé sexuelle et reproductive, le paludisme, la nutrition, la promotion des bonnes pratiques et technologies en matière d'H&A</i></p> <p><i>Promouvoir les droits humains à tous les niveaux à travers des actions de plaidoyer et de lobbying.</i></p>
Domaines d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Mobilisation et organisation communautaire</i> - <i>Education Formelle et Non formelle</i> - <i>Formation professionnelle et insertion des jeunes à l'emploi</i> - <i>Economie</i> - <i>Agriculture- Sécurité alimentaire</i> - <i>Démocratie et gouvernance - Education à la citoyenneté et à la participation communautaire</i> - <i>Eau/ Hygiène et Assainissement</i> - <i>Environnement</i> - <i>Finance communautaire</i> - <i>Sante Reproductive et Droits Sexuels</i>
Zones d'intervention	<p><i>Région de Koulikoro</i> <i>Cercle de Kolokani</i> <i>Cercle de Banamba</i> <i>Cercle de Doila</i> <i>Cercle de Nara</i> <i>Cercle de Kangaba</i> <i>Cercle de Koulikoro</i> <i>Cercle de Kati</i></p> <p><i>Région de Ségou</i> <i>Cercle de Barouéli</i> <i>Cercle de San</i> <i>Cercle de Bla</i></p> <p><i>Région de kayes</i> <i>Cercles de Diéma, Nioro</i></p>

	<p><i>Région de Sikasso</i> <i>Cercle de Bougoumi,</i> <i>Cercle de Yanfolila</i> <i>Cercle de Kolondièba</i></p> <p><i>Région de Mopti</i> <i>Les 08 cercles de la région</i></p> <p><i>Région de Gao</i> <i>Cercle de Ansongo</i></p>
Liste des projets en cours d'exécution	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Projet Finance communautaire - Epargner Pour Changement (EPC)</i> - <i>Projet Education/Stratégie de Scolarisation Accélérée/passarelle (SSA/P)</i> - <i>Projet d'Appui à l'Enseignement Fondamental (PROF)</i> - <i>Projet Accès à l'Education et à la Scolarisation des filles à travers la Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle (PASS+)</i> - <i>Projet Entrepreneuriat des jeunes en milieu rural/Accompagnement des Plans d'affaires</i> - <i>Projet Amélioration de la production et la Productivité agricole/Produire Pour le Progrès (P4P)</i> - <i>Projet Insertion Durables des jeunes Diplômés du secteur Agropastoral (IDDA)</i> - <i>Projet Accès à l'eau potable - Récupération et Gestion des eaux de pluies et 3R (Rétention, Recharge et Réutilisation)</i> - <i>Programme de Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition (PLIAM)</i> - <i>Projet d'Accès aux Services d'Energie Renouvelable de Kita (PASER – KITA)</i> - <i>Projet Santé de la Reproduction et Droits Sexuels (SRDS)</i> - <i>Projet Debbo Alafia – Santé de la Reproduction et Droits Sexuels (SRDS)</i> - <i>Projet Stop Child Labour – Zone Libre de Tout Travail des Enfants (ZLTTE)</i> - <i>Projet Restauration des Terres dégradées et Productivité Agricole (RTPA)</i> - <i>Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Education (PAAQE)</i> - <i>Projet WASH – Ansongo</i> - <i>Projet Emergence des Femmes Leaders/Appui aux moyens d'existences</i>
GESTION OPERATIONNELLE	
Nombre de salariés au 31/01/2016	<p><i>Personnel de management administratif</i> 08</p> <p><i>Personnel programmatique temps plein</i> 87</p> <p><i>Personnel programmatique temps partiel</i> 52</p>
Principaux domaines de qualification du personnel	<p><i>Ingenieurs et techniciens agronomes, d'élevage, de génie rural, docteurs en santé, sociologues, psycho-pédagogues, historien/géographes, techniciens de développement communautaire, juristes, économistes, comptables et financiers.</i></p>
	- <i>Fondation STROMME</i>

<p>Les bailleurs de fonds principaux des 5 dernières années</p>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Oxfam América</i> - <i>Freedom From Hunger</i> - <i>Fondation Paul Gerin Lajoie/ACDI</i> - <i>Plan Mali</i> - <i>Helvetas Swiss Intercoopération Mali</i> - <i>RAIN Water Foundation</i> - <i>ICCO Coopération/Mali</i> - <i>Programme Alimentaire Mondial (PAM)</i> - <i>Ministère de l'Education Nationale (MEN)</i> - <i>SOS Faim Belgique</i> - <i>Conemund</i> - <i>Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle, de la jeunesse et la construction citoyenne</i> - <i>Ambassade des Pays Bas au Mali</i> - <i>Ambassade de France au Mali</i> - <i>ICRISAT</i> - <i>GIZ – PASSIP - IRRIGAR</i>
FINANCES ET LOGISTIQUES	
<p>Manuel des procédures et documents comptables</p>	<p><i>Oui</i></p>
<p>Capacité à préfinancer des actions</p>	<p><i>Oui</i></p>
<p>Mobilisation des ressources internes propres: capacité à contribuer financièrement</p>	<p><i>Oui</i></p>
<p>Biens de valeurs propres</p>	<p><i>Bâtiment construit (01), Véhicule (06), motos (12), ordinateurs (18), imprimantes (09), photocopieuses (04)</i></p>
<p>Organe de contrôle interne:</p>	<p><i>Oui</i></p>
<p>Dossier fiscal</p>	<p><i>NIF : 084106436R</i></p>

Projets exécutés	Zones d'intervention	Durée du projet	Partenaires techniques et financiers
Projets exécutés			
Projet de Développement Economique des Femmes (PDEF)	Bamako et Banamba	1995 - 99	World Education
Projet de Développement Urbain (PDU)	Kati	1995- 96	World Education
Projet de Développement des Communautés (PDC)	Kati	1996 - 97	World Education
Projet Santé de la Reproduction des Jeunes/Adolescents avec des Opportunités Economiques (SRAJ/OE)	Kolokani et Nara	1999 - 03	CEDPA/USAID
Projet de mise en place et promotion de la société civile pour leur participation efficace dans la gestion des affaires publiques	Banamba	2001 - 02	OMAES/World Education
Projet d'Epargne/credit et développement des initiatives économiques des femmes	Banamba	2000 - 03	JMPF – Comité Allemand DED
Projet Stratégie Accélérée de Développement de l'Enfant/Nutrition	Kolokani	2000 - 02	HKI/UNICEF
Projet VIH/SIDA et Développement	Kolokani	2001 - 03	World Education
Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Environnement (PASA- E)	Kolokani	2001 - 03	COC/PRMC – USAID
Projet lutte contre le VIH/SIDA – Un cercle une ONG	Kolokani	2001	GRM/Banque Mondiale
Projet de Réduction de la Pauvreté (PRP)	Kolokani	2002 – 05	GRM/Banque Africaine de Développement
Projet de Gestion des Ressources Naturelles (PRONAREM)	Kolokani, Nara	2006 – 08	World Vision/WANAREM
Programme de Gouvernance Partagée (PGP)	Kolokani – Banamba - Nara	2003 - 06	Save The Children/CARE- Mali/MSI
Areas Development Program (ADP)	Kolokani	2004 - 06	World Vision
Projet Réinsertion – Economique des Personnes Handicapées	Banamba	2005 - 07	UNAIS/Comic Relief
Projet d'Appui au Développement des Communautés (PADEC)	Kolokani – Nioro	2006 - 08	GRM/Banque Africaine de Développement
Projet de Réinsertion des Rapatriés Maliens de Cote d'Ivoire	Banamba	2007	Agro – Action – Allemande DED
Projet de Renforcement de la Citoyenneté (PRC)	Kolokani	2007- 08	ARIANE/Union Européenne
Multisectoriel AIDS Program (MAP)	Kolokani	2006 - 08	GRM/Banque Mondiale
Projet Hygiène et Assainissement/Sani – Market	Bougouni – Yanfolila	2003 - 10	Helvetas - Mali

Projet Education Pour Tous	Kolokani – Nara	2009 - 11	Fondation STROMME
Projet Alphabétisation Active (PAA)	Kolokani	2008- 2012	Fondation STROMME
Projet Micro – Finance Intégrée des Jeunes (PMIJe)	Kolokani – Bougouni	2010 – 13	Freedom From Hunger Foundation MasterCard
Programme de Finance Communautaire/Epargner Pour le Changement (EPC)	Kolokani- Banamba- Dioila Bougouni	2005 - 13	Fondation STROMME Oxfam AMERICA
Programme de Finance Communautaire/Epargner Pour le Changement (EPC)	Nara – Diéma	2006 - 14	Oxfam America - Bill & Melinda GATE Fondation
Projet électrification rurale/La lumière contre la pauvreté au Sahel	Kolokani	2013- 14	Peak View Global Trust
Projet d'Appui au Processus Electoral au Mali/J'aime ma commune	Bougouni, Yanfolila et Kolondièba	2013 -14	IFES- USAID
Projet PFIJ	Kolokani	2010 - 2015	ACDI /Fondation Paul Gerin Lajoie
Projet Excision et Droits Humains	Bougouni	2006 – 14	Helvetas Swiss Intercoopération
Programme de Finance Communautaire/Epargner Pour le Changement (EPC) plus Business et Agriculture	Kolokani- Banamba- Dioila Bougouni	2014 – 15	Oxfam AMERICA
Programme de Finance Communautaire/Epargner Pour le Changement (EPC)	Barouéli – Kangaba	2007 – 16	Plan – Mali
Projet Initiative/Emploi Jeunes Entreprenants (PIJE)	Dioila	2012 – 16	ICCO
Projet WASH (Accès à l'eau potable – Récupération des eaux de pluies)	Bougouni, Yanfolila	2010 – 2016	Helvetas Swiss Intercoopération RAIN Fondation

Projets en cours d'exécution

Projet Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle (SSA/P)	Kolokani- Kati – Koulikoro – Banamba – Bougouni, Dioila	2005 – 20 17	Fondation STROMME Ministère de l'Education Nationale (MEN) SR- SSA/P Fondation Turc pour le Développement Conemund
--	---	--------------	---

Programme Gérer Mieux nos Productions et Augmenter nos revenus /Produire pour le Progrès (P4P)	Barouéli – Bougouni	2016 – 18	Programme Alimentaire Mondial (PAM)
Programme Lutte contre l'Insécurité Alimentaire et la Malnutrition (PLIAM) – Volet Production Végétale et Agro – Ecologie	Nioro et Nara	2014 – 17	SOS Faim Belgique Coopération Belge
Projet Santé de la Reproduction et Droits Sexuels (SRDS)	Dioila	2016 -18	ICCO Coopération
Projet Santé de la Reproduction et Droits Sexuels (SRDS) en Consortium avec MSH	Mopti (08 cercles)	2014 – 19	Ambassade des Pays Bas
Projet « Accès aux services d'Energie Renouvelable – PASER –K » en Consortium avec Plan – Mali et l'Agence Nationale des Energies Renouvelables au Mali (AER)	Kita	2015 -17	Union Européenne
Projet Stop Child Labour – Zone Libre de Tout Travail des Enfants (ZLTTE)	Dioila	2015 -17	Hivos – ICCO Coopération
Projet Restauration des Terres Dégradées et Productivité Agricole (RTPA)	Bougouni, Dioila et Barouéli	2015 -17	Programme Alimentaire Mondial (PAM) Fond Climat Climat AEDD
Projet « Fertilisation des sols et amélioration de la production agricole »	Tioribougou et Ouolodo (Kolokani)	2015 - 2017	Fonds Social de Développement (FSD)/ Ambassade de France
Projet de formation professionnelle, Insertion et Appui à l'entrepreneuriat des Jeunes ruraux	Kolokani, Banamba, Kangaba et Dioila	2017 - 1019	Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle, de la jeunesse et la construction citoyenne
Projet Wash – Ansongo	Commune d'Ansongo, Ouatagouna, Baara et	2016 - 2017	Help – Assistance Allemande
Projet « PASSIP – IRRIGAR »	Cercles de Kati et Dioila	2016 – 2017	GIZ – Coopération Allemande pour le développement
Projet Accès à l'Education et à la Scolarisation des filles à travers la Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle (PASS+)	Cercle de Kita	2016 - 2019	Plan Mali
Projet d'Appui à l'Enseignement Fondamental (PROF)	Cercles de Nioro et Diéma	2016 - 2020	Fondation Stromme /Union Européenne

Projet d'Appui à l'irrigation de proximité (PASSIP IRRIGAR) Centre d'innovation verte	Cercle de Bandiagara	2016 – 2017	GIZ
Projet de recherche sur l'arachide	Cercle de Bandiagara et Bankass	2016 - 2017	ICRISAT
Projet « Emergence des femmes leaders »	Bamako, Bougouni et Kolondièba	2016 – 2017	<i>Oxfam</i>
Projet « Commercialisation de l'échalote et la pomme de terre »	Bandiagara	2017	GIZ
Projet lutte contre le travail des enfants « Stop Child Labour »	Dioila, Kati, San, Bla, Bougouni et Yanfolila	2016 – 2019	ICCO - KIA
Projet Insertion Durable des Jeunes Diplômés du secteur Agropastoral (IDDA) en consortium avec ACEF Mali	Ségou, Bla et San	2016 - 2021	<i>Fondation Paul Gerin Lajoie</i>
PROCEJ (Projet Développement des Compétences et Emploi Jeunes)	Bougouni, Kolondièba, Yanfolila	2017 - 2020	<i>Ministère de la formation professionnelle</i>
Projet d'accompagnement des plans d'affaire des jeunes - APEJ	Kolokani, Banamba, Kangaba et Dioila	2017 - 2020	<i>Ministère de la formation professionnelle</i>

Les groupes cibles de CAEB sont : les femmes et jeunes entrepreneurs, les groupements et associations de producteurs, les organisations communautaires sociales et culturelles.

Approche méthodologique de CAEB : CAEB dans sa méthodologie d'intervention met l'accent sur l'implication et la responsabilisation des bénéficiaires dans toutes les phases d'une activité. Donc l'équipe d'encadrement mènera une forte négociation et éducation communautaire.

Chaque projet de CAEB en cours d'exécution tient en compte la participation et la complémentarité entre les sexes et les âges au niveau de la communauté. Cette démarche est adoptée dans toutes les activités de mobilisation et d'organisation sociale qui est la base du fonctionnement de tous les projets et programmes de CAEB.

Il est à noter que tous les projets de CAEB font l'objet d'un volet de formation pour le renforcement des capacités des structures communautaires.

Partenariat : Notre vision du partenariat est la complémentarité dans les actions basées sur un respect mutuel. Ce partenariat se caractérise par le développement ou le renforcement des capacités, l'échange entre les partenaires (bénéficiaires, services techniques étatiques, ONG et autres projets de développement), l'appui financier pour la mise en œuvre des actions identifiées.

Depuis sa création CAEB a focalisé ses efforts sur le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des structures communautaires de base, les services techniques de base et les collectivités décentralisées à travers plusieurs projets et programmes de développement (Santé, Economie, Education, Agriculture et Décentralisation)

Moyens humains disponibles

N°	Noms	Prénoms	Postes	Niveaux académiques	Nbre d'années d'expérience
Au niveau du siège à Bamako					
01	Gahoussou	TRAORE	Secrétaire Général	Administrateur d'action sociale	23 ans
02	Mahamadoun	KELEPILY	Coordinateur des programmes	Sociologue	20 ans
03	Mahamadou	SIMBARA	Chargé de suivi/évaluation	Ingénieur de Génie Rural	20 ans
04	Saran	BOUARE	Responsable volet formation professionnelle	Gestionnaire de projets	16 ans
05	Lamine	TRETA	Responsable volet agriculture et résilience	Géographe	12 ans
06	Binta	KOUYATE	Gestionnaire administrative et financière	Technicienne supérieure comptable	18 ans

07	Korotimi	DEMBELE	Comptable	Technicienne comptable	14 ans
08	Bintou	CAMARA	Secrétaire de direction	Secrétaire	14 ans
Cellule technique					
01	Maïmouna COULIBALY		Membre	Ingénieur d'agriculture	25 ans
02	Aïssata	DEMBELE	Membre	Docteur en santé	10 ans
03	N'Tji	COULIBALY	Membre	Pr. Histoire et Géographie	17 ans
06	Fily	Sissoko	Membre	Juriste	17 ans
Personnel programmatique					
01	Zié	DIARRA	Chef antenne Bougouni	Professeur de géographie	11 ans
02	Mamoutou COULIBALY		Chef antenne Kolokani	Professeur de géographie	10 ans
03	Sidi Mohamed	DIARRA	Chef antenne Dioila	Informaticien	8 ans
04	Ibrahim	SAMAKE	Chef antenne Kita	Sociologue	06 ans
05	N'Tji	KOUMARE	Chef antenne Nara	Ingénieur Eaux et Forêts	08 ans
06	Adama	BERTHE	Chef antenne Kangaba	Economiste	07 ans
07	Sékou	TRAORE	Chef antenne Diéma	Géographe	07 ans

Noms personnes de contacts

Secrétaire général : Gahoussou TRAORE Tél. : 79 13 01 53 – gahoussoutraore@yahoo.fr

Coordinateur des Programmes : Mahamadou KELEPILY Tel : 76 43 57 04 – mahakélépily@yahoo.fr